



**HAL**  
open science

## Les étudiants et la Résistance

Didier Fischer

► **To cite this version:**

Didier Fischer. Les étudiants et la Résistance. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2004, Jeunesses et engagements, d'un mai à l'autre (France, 1936-1968), 74, pp.20-28. 10.3406/mat.2004.977 . hal-03746519

**HAL Id: hal-03746519**

**<https://hal.science/hal-03746519>**

Submitted on 15 Oct 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

# Les étudiants

Didier FISCHER

## et la Résistance

L'intérêt dont fit preuve le régime de Vichy à l'égard des étudiants ne put toutefois empêcher qu'une minorité d'entre eux rejoignent les rangs de la Résistance. Ils le firent toujours à titre individuel, dans la mesure où les grandes associations étudiantes à l'exemple de l'UNEF ou de la JEC choisirent, au moins jusqu'en 1943, dans un réflexe de survie, de proposer leurs services aux nouvelles autorités françaises. Aussi est-il difficile de parler d'une résistance étudiante puisque les étudiants résistants entrèrent le plus souvent dans des mouvements et des réseaux dont ils n'étaient pas à l'origine. Ils n'en constituèrent pas moins des forces vives appréciées pour leur détermination dans la lutte contre l'occupant et pour la libération du pays. Cet engagement d'une partie de la jeunesse intellectuelle dans ce combat pour la liberté met aussi en évidence le pouvoir relatif de séduction qu'eut sur elle, en dépit d'une propagande intense, l'État français.

### Le refus des étudiants

« Ainsi, les étudiants prenaient crânement la tête de cette colonne de rebelles admirables qui allait s'égrener, pendant quatre ans, en laissant par toute la France, aux buissons redoutables du maquis comme au fond des geôles sans fenêtres et sans nom, des héros et des martyrs<sup>1</sup>. » Jean Berthoin, ministre de l'Éducation nationale rend hommage, en ce 11 novembre 1954, à l'engagement des étudiants dans la Résistance. Il s'agit ce jour-là d'inaugurer, en compagnie du président de la République, René Coty, une plaque de bronze apposée au mur du ministère de la Santé qui devait perpétuer le souvenir de la « manifestation étudiante » du 11 novembre 1940 sur les Champs-Élysées. Comme le fait remarquer Jean Berthoin, lors de cette cérémonie, c'est cet événement, qui vit une partie de la jeunesse lycéenne et étudiante de Paris se rendre à l'Étoile pour déposer des gerbes sur la tombe du soldat inconnu, que la tradition retient pour être le coup d'envoi d'une résistance étudiante à l'occupant.

Pourtant ce jour-là sur les Champs-Élysées, ce sont plutôt les lycéens qui donnent le ton. Venus de Janson-de-Sailly, de Buffon, de Condorcet ou encore de Carnot, ils sont, selon certains témoins, quatre fois plus nombreux que les étudiants. Toutefois, la faculté de droit est assez bien représentée notamment par Jean Ebstein, étudiant en droit et vice-président de la « Corpo<sup>2</sup> ». Quoi qu'il en soit, cette réaction patriotique et juvénile est assurément un bon terrain d'observation de l'état d'esprit des lycéens et des étudiants parisiens au début de l'Occupation. Dans les faits, tout n'avait pas commencé ce 11 novembre 1940, mais plusieurs mois auparavant.

### Les premières manifestations du refus

En juillet 1940, après quelques jours de fermeture, l'Université de Paris rouvre ses portes. Les Allemands souhaitent qu'une vie « normale » reprenne le plus rapidement possible dans la France occupée. Aussi des conférences sont-elles organisées en Sorbonne sur des sujets divers à l'initiative de l'occupant. Elles ont pour objet d'élaborer un rapprochement franco-allemand et « de mettre au pas l'intelligence française<sup>3</sup> ». Des intellectuels français, qui auront bientôt table ouverte chez Otto Abetz à l'image d'Abel Bonnard, y assistent en compagnie de nombreux officiers allemands. Les cours reprennent sans plus attendre afin de rattraper le retard pris à cause de la guerre. Les examens se tiendront et les étudiants présents sont invités à travailler. Mais comment, le premier choc passé, oublier l'humiliante défaite qui a assommé tout un peuple ? Les conditions draconiennes de l'armistice<sup>4</sup>, la présence des soldats allemands dans les rues de Paris, qui vont jusqu'à donner des concerts place de la République et place de la Bastille<sup>5</sup>, ajoutent à l'émotion légitime. Cette seconde rentrée universitaire de l'année a néanmoins le mérite de réunir la jeunesse étudiante parisienne souvent de retour d'exode et d'éviter un trop grand isolement individuel après ces événements dramatiques. Ainsi, comme le note François de Lescure : « On discute plus qu'on ne travaille à la bibliothèque. Dans la cour de la Sorbonne, sur le Boul'Mich', au Luxembourg, que de

1. « La commémoration du 11 novembre 1940 », *Annales de l'Université de Paris*, n° 4, 1954, pp. 537-539.

2. Madeleine Riffaud, *On l'appelait Rainer*, Paris, Julliard, 1994,

p. 47. Sur cette répartition des manifestants voir : Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, tome 1, juin 40-juin 41, Paris, R. Laffont, 1967, p. 204.

3. *Clarté*, n° 14, octobre-novembre 1958, « Le 11 novembre 1940 » par François de Lescure, p. 10.

4. Voir, sur ce point, J.-P. Azéma, *De Munich à la Libération (1938-1944)*, Paris, Seuil (Nouvelle histoire de la France contemporaine, n° 14), 1979, pp. 71-77.

5. A. Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, R. Laffont, 1991, p. 122.

Didier FISCHER est docteur en histoire, Université Paris X-Nanterre. Il a publié en 2001, une *Histoire des étudiants de France de 1945 à nos jours* chez Flammarion.

commentaires : la "drôle de guerre", la France trahie livrée aux Kollabos, occupée par Hitler !...<sup>6</sup> » Autant de sujets de conversation qui invitent au refus de cet état de fait au sein d'un groupe reconstitué par la volonté même des autorités allemandes. Nourris des récits de la Grande Guerre mais n'ayant jamais vécu cette « fraternité des armes » parce que nés après l'armistice, abusés par le pacifisme dont ils mesurent mieux que quiconque les limites, le réflexe patriotique se mue plus tôt en une volonté d'action chez les étudiants que dans le reste de la population. Privilège de l'intelligence ? Pas seulement, semble-t-il, puisque nombre d'intellectuels qui n'en étaient pas dépourvus, à l'exemple d'un Bertrand de Jouvenel, ne comprirent pas ce que cette situation pouvait avoir d'éphémère. Annie Kriegel, lycéenne à cette époque et qui allait rejoindre la Résistance, s'interroge dans ses mémoires « sur les ruses de la raison » : « Comme il est de bonne règle en général, ils procédèrent [les intellectuels] en 1940 à un examen critique de la situation du moment en s'abstenant de spéculations sur l'avenir à long terme. Ils la prirent telle qu'elle était : une donnée stable et objective appelée à durer et qu'il fallait commencer par admettre pour se conduire en homme de raison, en esprit libre et détaché des contingences<sup>7</sup>. » Privilège alors de la jeunesse ? Cette explication n'est guère plus convaincante en elle-même. Force est de constater que si les jeunes constituent le gros des troupes de la Résistance, ils ne sont pas les seuls. Presque toutes les classes d'âges sont représentées à l'exception peut-être des enfants. En définitive, il nous semble que cela soit l'appartenance au milieu universitaire, avec toute la culture qu'il implique (tradition d'indépendance, liberté d'esprit, humanisme, solidarité, folklore, goût de la provocation), qui puisse le mieux expliquer cet engagement précoce des étudiants. Le nombre relativement réduit des étudiants avant-guerre constitue un atout supplémentaire dans la mesure où, face à des situations exceptionnelles, les réflexes de solidarité jouent plus facilement. Si, pour René Billères, ministre de l'Éducation nationale en 1957, la Khâgne constituait pendant l'entre-deux-guerres « une manière de petite république...<sup>8</sup> », l'Université française était par ses traditions, son organisation, les contenus de ses enseignements et une partie non négligeable de ses professeurs, mais pas toujours par ses étudiants, un bastion républicain aligné sur les principes de 1789<sup>9</sup>.

Dès juillet 1940, les premiers textes circulent dans l'Université. Ils sont signés par l'Union des étudiants et lycéens communistes de France. Un journal, contre la collaboration qui se dessine, *La Relève*, est même édité. Le 26 juillet, profitant de l'obscurité due à la projection d'un film dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, Christian Rizo et Félix Kauer, étudiants en sciences à Paris, jetaient sur un public médusé quelques poignées de tracts. Ils reproduisaient, selon nos témoins, l'appel dit du 10 juillet 1940, paru dans *L'Humanité* clandestine sous les signatures de Maurice Thorez et Jacques Duclos

où l'on pouvait lire notamment : « Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves... Et c'est autour de la classe ouvrière ardente et généreuse, pleine de confiance et de courage, que peut se constituer le front de la liberté, de l'indépendance et de la renaissance de la France<sup>10</sup>. »

Les étudiants communistes, s'ils sont peu nombreux à Paris, n'en sont pas moins relativement bien organisés. Dans la clandestinité depuis près d'un an, tout comme leur parti, ils ont eu le temps de s'adapter. Certains, comme François de Lescure, ont une double appartenance qui facilite leur action. Il est notamment le dirigeant avoué de l'Union nationale des étudiants de France, reconnue par Vichy, tout en étant aussi le dirigeant clandestin de l'Union des étudiants et lycéens communistes. François de Lescure, fils de l'écrivain et résistant Pierre de Lescure, a en fait adhéré aux Jeunesses communistes au début de l'année 1936, avant de devenir le président de l'Association corporative des étudiants en lettres de Paris en 1938. Les circonstances de la guerre et de la défaite font, qu'en 1940, il assume la responsabilité de délégué général de l'Union nationale des étudiants de France pour l'ensemble de la zone occupée, tout en dirigeant clandestinement, depuis août 1940, l'Union des étudiants communistes sous le nom de François Lescure. Dès l'automne, il met l'imprimerie de l'UNEF au service de la résistance étudiante<sup>11</sup>. Ce qui facilite grandement l'édition de tracts et de papillons subversifs à coller la nuit sur les murs.

D'autre part, comme l'explique fort bien Madeleine Riffaud, l'UNEF était installée à la même adresse que le Centre d'entraide aux étudiants mobilisés ou prisonniers que présidait Claude Bellanger (ancien secrétaire général de l'UNEF en 1933-1934 et futur membre du Comité directeur de l'organisation civile et militaire, ainsi que de la Commission de l'information du CNR), ce qui contribua à rapprocher tous ces jeunes en un

6. F. de Lescure, « Le 11 novembre 1940 », *art. cit.*, p. 10.

7. A. Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre*, *op. cit.*, p. 119.

8. René Billères, discours prononcé le 27 juin 1957 à l'occasion de la distribution des prix du Concours général, cité par J.-F. Sirinelli, *op. cit.*, p. 21.

9. La forte implantation de l'Action française, peut-être surestimée malgré tout dans le milieu étudiant de l'entre-deux-guerres, montre que l'idée républicaine était loin d'être unanimement partagée.

10. F. de Lescure, « Le 11 novembre 1940 », *art. cit.* et M. Riffaud, *On l'appelait Rainer*, *op. cit.*, p. 46. Il faut remarquer que cet « appel du 10 juillet » est en fait un texte antidaté. Jacques Duclos avait d'ailleurs fini par le reconnaître. Le choix de cette date était évidemment symbolique pour un texte publié en réalité à la fin du mois de juillet. Si cet appel déclare la guerre à Vichy, il est toutefois muet sur la lutte antinazie. Est-ce réellement ce texte ou un autre que les étudiants ont eu entre les mains ? En effet, selon Chaintron in *La Libération de la France*, Paris, CNRS, 1976, p. 532, il aurait été malgré tout publié un court tract de vingt lignes le 10 juillet, inséré ensuite dans le fameux « Appel au peuple de France ».

11. En fait, la ronéo de l'UNEF aurait été la Gestetner du Centre d'entraide des étudiants mobilisés et prisonniers dirigé par Claude Bellanger et dont le siège, comme ceux de l'UNEF et de la « Corpo » de Lettres animée par Roger Morais, était au 5, place Saint-Michel. Voir R. Josse, « La naissance de la Résistance étudiante à Paris et la manifestation du 11 novembre 1940 », in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 47, 1962.

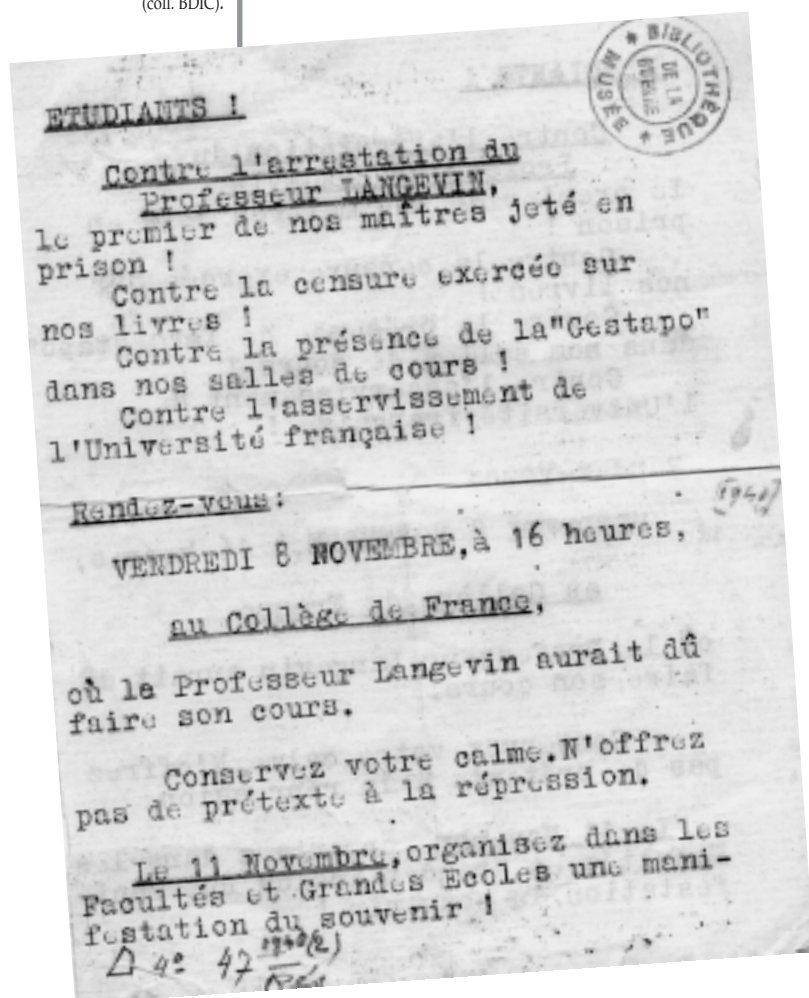
véritable mouvement de résistance : « *Ce regroupement d'activités étudiantes fut favorable aux rencontres et aux discussions d'où naquit le mouvement Maintenir qui avait pour but de défendre l'Université et la culture française contre la collaboration, la germanisation et la nazification. Il joua un rôle prédominant dans l'organisation des premières manifestations étudiantes*<sup>12</sup>. » Mais *Maintenir* n'est pas à proprement parler un mouvement de résistance étudiant, puisqu'à l'exception de François de Lescure, ses fondateurs ne se recrutèrent pas sur les bancs des facultés. Alfred Rosier, Félix Rocher, Jean Kreher et Georges Jamati avaient tous quitté l'Université, pour certains depuis la fin des années vingt, et avaient déjà une vie professionnelle bien remplie<sup>13</sup>. Un embryon de résistance était né au Quartier Latin autour d'anciens militants de l'UNEF des années vingt et des années trente, ainsi que de quelques étudiants communistes, plus rodés que d'autres par la conjoncture historique et la spécificité de leur idéologie au combat clandestin, plus engagés aussi dans la lutte antifasciste des années trente. Si le pacte germano-soviétique a pu troubler les consciences des militants communistes, il semble en ce qui concerne les étudiants qu'il n'ait en aucune manière brisé l'élan patriotique et que très vite, ils se soient, contrairement

à la direction de leur parti, retrouvés sur une ligne anti-nazie<sup>14</sup>. Il ne faut pas néanmoins exagérer le rôle des étudiants communistes dans cette première résistance parisienne à l'occupant. Quelqu'un comme François de Lescure semble bien isolé au sein du groupe *Maintenir* où des personnalités telles que Claude Bellanger, Alfred Rosier, Georges Jamati ou Jean Kreher sont très éloignées du mouvement communiste. Dès 1941, ces derniers rejoignirent d'ailleurs l'OCM plutôt connue pour ses positions gaullistes au sein de la Résistance. Ce n'est pas un hasard non plus si cette première résistance parisienne à l'occupant voit le jour dans le cadre de l'Université toujours prompte à réagir par « *ses traditions de culture*<sup>15</sup> » à toute remise en cause des libertés.

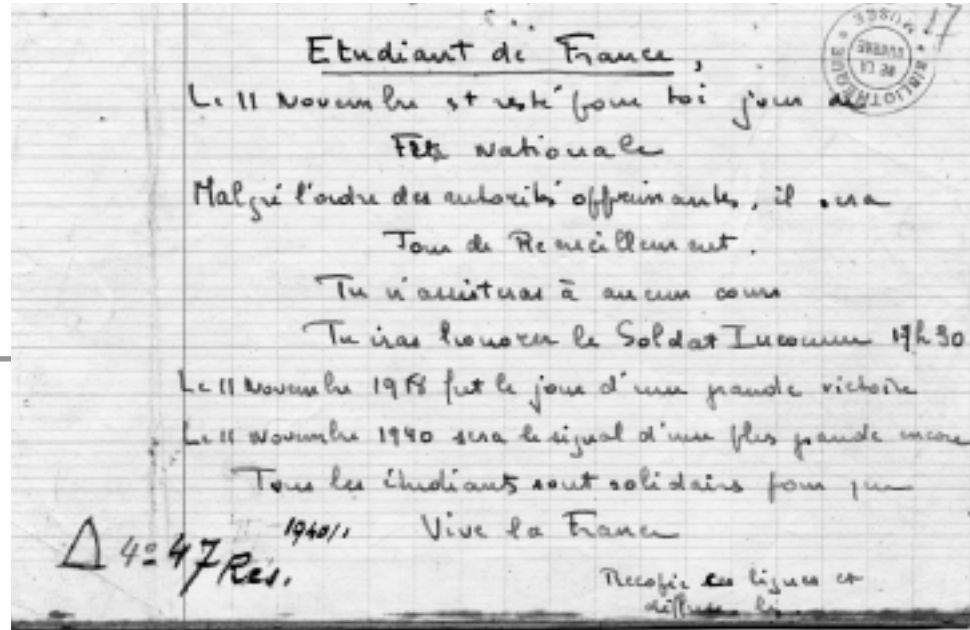
### La manifestation du 11 novembre 1940

Le 30 octobre 1940, une rumeur qui devient vite une nouvelle se diffuse au Quartier Latin. La Gestapo vient d'arrêter le matin même Paul Langevin, professeur au Collège de France et physicien de renommée internationale. Il avait été en mars 1934 un des membres fondateurs du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, avant d'être un compagnon de route du PCF. S'il existe, pour les communistes, un symbole de l'intelligence française, c'est bien lui. L'émotion est forte au sein de l'Université et les tracts commencent à circuler : « *L'arrestation du professeur Langevin est le signal de la lutte ouverte des puissances obscurantistes contre la culture et la pensée libre*<sup>16</sup> », peut-on lire sur l'un d'eux édité par l'Union des étudiants et lycéens communistes. Un comité de défense est promptement réuni qui appelle à la libération immédiate du grand savant, tandis qu'une manifestation de protestation, qui réunit une cinquantaine de personnes, se déroule le 8 novembre devant le Collège de France à l'heure où Paul Langevin fait habituellement son cours. La *Marseillaise* retentit en dépit d'importantes forces de police qui bouclent le quartier. Les choses en seraient probablement restées là, relève Pierre Giolitto, si la tension n'avait pas été maintenue dans les établissements scolaires par la rumeur d'une manifestation prévue pour le 11 novembre à l'Arc de Triomphe, ainsi que par une circulaire ministérielle demandant à la jeunesse des écoles de « *s'abstenir de toute manifestation extérieure ou intérieure qui pourrait nuire [...] à la dignité dans laquelle doit continuer à se poursuivre le travail dans nos établissements d'enseignement*<sup>17</sup> ». Dans certains lycées parisiens, les proviseurs convoquent les élèves des grandes classes pour leur lire la circulaire et leur interdire de se rendre sur les Champs-Élysées. Manœuvre plutôt maladroite, qui a pour effet de convaincre à manifester ceux qui hésitaient. C'est tellement mieux, puisque c'est interdit. Les étudiants communistes, depuis plusieurs jours, diffusent des tracts

Tract d'appel pour les manifestations des 8 et 11 novembre 1940, après l'arrestation de Paul Langevin (coll. BDIC).



Un exemple de tract  
manuscrit appelant à manifester  
le 11 novembre 1940 (coll. BDIC).



appelant au recueillement sur la tombe du soldat inconnu, le 11 novembre à 17 h 30. L'appel est repris dans les facultés, les grandes écoles, les lycées. Il est souvent inscrit sur les tableaux noirs des amphithéâtres et des salles de classe. Claude Santelli, lycéen à Louis-le-Grand, mais qui travaillait souvent à la bibliothèque de la Sorbonne, se souvient d'avoir mis dans les toilettes de la bibliothèque un petit papier où il avait écrit « Lundi 11 novembre, tous à l'Étoile à dix-sept heures<sup>18</sup>. » Jean Matthyssens, étudiant à la faculté de droit de Paris, reçoit un tract appelant à manifester le 11 novembre et s'empresse de relayer l'information dans les lycées du quartier : « ... à Louis-le-Grand, Henri IV, Saint-Louis, Fénelon, tandis que Careil allait à Carnot, à Chaptal, à Condorcet. Je me vois encore chez un curé qui faisait un petit bulletin paroissial et c'est lui qui m'a tiré énormément de tracts<sup>19</sup>. »

Mais cet appel touche-t-il pour autant beaucoup de lycéens et d'étudiants parisiens ? Nous pouvons le penser même si nous ne disposons pas de tous les moyens pour le vérifier. Si les élèves des premiers cycles des lycées ne sont guère au courant de ce qui se prépare, ceux des grandes classes semblent assez bien informés selon nos témoins. Mais de là à aller manifester, il y a un pas que beaucoup ne franchirent pas. Plus tard, gaullistes et communistes revendiquèrent la paternité de cet appel à manifester. En fait, la réalité est plus complexe. Ni les uns, ni les autres ne peuvent réellement se prévaloir de cette initiative. À l'époque les communistes ont assez peu évoqué cette manifestation. *L'Humanité* clandestine n'en parle quasiment pas, tandis que les gaullistes sont demeurés très prudents. Maurice Schumann, à Londres, dans l'émission *Honneur et Patrie* invite seulement les Français à quelques gestes symboliques : « En cette veille du 11 novembre, renouvez sur les tombes de vos martyrs le serment de vivre et de mourir pour la France<sup>20</sup>. » C'est en fait d'une manière plus improvisée qu'organisée, sans que la provenance de la consigne à manifester soit clairement identifiée, peut-être venait-

elle des lycées plus que des facultés, que se déroula cette marche à l'Étoile.

Ainsi, ce 11 novembre aux alentours de 17 heures, les étudiants et les lycéens sont-ils nombreux sur les Champs-Élysées. Madeleine Riffaud parle « d'une foule impressionnante » et Georges Suffert, qui s'était offert « le plaisir grisant d'aller déposer un bouquet de fleurs à l'Étoile », se souvient encore du nombre important d'étudiants mais avoue ne pas avoir « compté »<sup>21</sup>. Il y avait probablement entre mille cinq cents et trois mille personnes, quand brusquement à la hauteur du cinéma

12. M. Riffaud, *On l'appelait Rainer*, op. cit., p. 46.

13. Alfred Rosier (1900), ancien président de l'AGE de Lyon au milieu des années vingt et vice-président de l'UNEF, occupa, après des études de droit, de nombreuses fonctions au ministère de l'Éducation nationale. Il fut, notamment de 1937 à 1939, le chef de cabinet de Jean Zay (ministre de l'Éducation nationale). Il était, en 1940, le secrétaire général du Comité supérieur des œuvres en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire, ainsi que le directeur du Bureau universitaire de statistique (BUS). Deux organismes au service du monde étudiant qu'il avait d'ailleurs contribué à créer. Georges Jamati était à l'époque sous-directeur du Centre national de la recherche scientifique. Félix Rocher était avoué près la Cour d'Appel, tandis que Jean Kreher y était avocat. Pour plus de précision voir : Arthur Calmette, *L'OCM. Histoire d'un mouvement de Résistance de 1940 à 1946*, Paris, PUF, 1961, p. 16.

14. Sur cette période trouble, voir la mise au point de S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Paris, Ramsay, 1980. Le fait, aujourd'hui démontré, que la direction du PCF n'appela pas avant juin 1941 à la résistance antinazie (suivant ainsi la ligne imposée par Staline), n'empêcha pas de nombreux cadres et militants de refuser, dès les premiers jours, l'occupation allemande. Ils le firent certes sans l'aval de la direction, mais cette dernière resta malgré tout à leur écoute. Charles Tillon, dans *On chantait rouge*, Paris, R. Laffont, 1977, p. 326, peut ainsi affirmer qu'il a existé « deux partis selon les régions et les cadres ». Singulière situation pour un parti marxiste-léniniste, mais il est vrai que le contexte historique l'était tout autant.

15. F. de Lescure, « Le 11 novembre 1940 », art. cit., p. 10.

16. Cité par Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, p. 406.

17. AN 16 AJ 2544, Note aux proviseurs du 9 novembre 1940. Voir aussi J.-P. Azéma, in *1940. L'année terrible*, « 11 novembre : la manifestation des lycéens parisiens », Paris, Seuil, 1990, pp. 335-343.

18. Institut des archives sonores, témoignage de Claude Santelli, compact disc : *11 novembre 1940*, 1996.

19. Témoignage de Jean Matthyssens, *ibid*.

20. J.-P. Azéma, *1940. L'année terrible* op. cit., p. 338.

21. M. Riffaud, *On l'appelait Rainer*, op. cit., p. 48 et Georges Suffert, *Mémoires d'un ours*, Paris, Éditions de Falcois, 1995, p. 12.



Papillon appelant à manifester le 11 novembre 1941 (coll. BDIC).

George V, les cris de « Vive la France », « Vive de Gaulle », « À bas Hitler » fusent de partout. La Marseillaise est alors reprise en chœur tandis que le cortège qui tient tout le trottoir remonte vers l'Étoile. Mais vers 18 heures, ce qui n'était encore qu'un monôme étudiant, vire au drame. Les Allemands prennent position et chargent, des coups de feu sont même tirés. Pierre Lefranc témoigne : « En remontant les Champs-Élysées, nous avons vu qu'en haut il se passait quelque chose : tout le monde a couru. Et puis j'ai entendu des coups de feu : et la galopade a recommencé. J'ai traversé les Champs-Élysées pour me retrouver à la hauteur de l'actuel Drugstore : je me suis retourné et j'ai vu que les Allemands, déployés en tirailleurs, déblayaient les Champs-Élysées en les descendant au pas de gymnastique. Je me suis engouffré dans la rue de Presbourg, à peu près vide : nouveaux coups de feu — des éclats de pierre tombaient. Avec une dizaine de camarades, nous avons tourné à gauche dans l'avenue Marceau ; c'est là que j'ai été touché par des éclats de grenade à la cuisse gauche : sous l'effet du souffle, je suis tombé par terre. Des Allemands m'ont ramassé et emmené jusque devant le Drugstore, bras en l'air<sup>22</sup>. » Malgré la violence de la répression, il n'y eut aucun mort mais une bonne centaine de blessés. À cela il faut ajouter, selon les archives allemandes, 143 arrestations qui se soldèrent toutes par des emprisonnements temporaires. Le bilan est tout compte fait relativement léger. Mais cette manifestation du 11 novembre 1940 a une grande portée symbolique que les autorités allemandes n'ignorent pas. Pour la première fois, avec éclat de surcroît, une partie de la jeunesse des écoles a montré son opposition à l'occupant. Le lendemain, les premières mesures exigées par les Allemands tombent. L'Université est fermée temporairement, les étudiants sont obligés d'aller pointer régulièrement au commissariat de leur domicile légal tandis que le recteur de Paris, Gustave Roussy, est limogé. Jérôme Carcopino, directeur de l'ENS de la rue d'Ulm, le remplace à titre provisoire. À force de négociation, il obtiendra des Allemands la réouverture de l'Université de Paris et la libération des étudiants incarcérés, à l'exception de cinq d'entre eux déferés devant le tribunal militaire et condamnés à la prison ferme<sup>23</sup>.

Ainsi, des étudiants, et peut-être encore plus des lycéens, avaient-ils manifesté leur hostilité à l'occupant. Pour la plupart, il s'agissait-là d'une réaction patriotique plus qu'un engagement à résister. Si le pas est franchi pour une infime minorité d'entre eux, bien d'autres hésitent. À Toulouse en 1941, des tracts communistes passent dans les mains d'Edgar Morin, il les lit en haussant les épaules, puis les déchire. Il leur préfère encore l'histoire, la sociologie, le marxisme. Chose qu'il regretta plus tard : « ... je regrette, non pas d'avoir été dépourvu du réflexe nationaliste, mais d'avoir subi le fait accompli avec résignation et fatalisme. Je regrette de ne pas avoir tout simplement résisté dès 1940, comme Jean Cassou, par principe, hygiène et vertu<sup>24</sup>. » Les Jean Cassou sont donc peu nombreux, même parmi les étudiants. Il est aussi vrai que leur principale organisation, l'UNEF, qui rassemblait à la veille de la guerre un étudiant sur quatre, n'a pas donné l'exemple de la Résistance.

### L'UNEF : maintenir ses activités pour maintenir la pérennité de ses Œuvres

En 1940, L'UNEF avait déjà une longue histoire. Née en 1907, au congrès de Lille de la réunion d'un certain nombre d'AGE, elle avait su, après la Première Guerre mondiale, développer de nombreux services en direction des étudiants. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, un ensemble étoffé de réalisations sociales peut être mis à son actif : cités universitaires, restaurants universitaires, sanatorium... Elle obtient, avec l'arrivée au pouvoir du Front populaire, la création du Comité supérieur des œuvres sociales en faveur des étudiants qui marque l'institutionnalisation croissante de ses rapports avec les pouvoirs publics. Le choix effectué par les dirigeants de l'UNEF, dès le début de la guerre et confirmé après la défaite, fut de maintenir coûte que coûte les activités de l'organisation afin de préserver les Œuvres. Jean David (vice-président chargé des relations avec les étudiants d'outre-mer et qui fit un temps fonction de président), installa son secrétariat à Clermont-Ferrand pour être proche de Vichy<sup>25</sup>. Des rapports étroits se nouèrent avec le gouvernement du maréchal Pétain. L'UNEF sauvait ainsi son existence en zone sud et en zone nord où un délégué de l'organisation étudiante était nommé. Pour autant, cette relation avec le régime de Vichy ne fut pas un long fleuve tranquille. L'UNEF incarnait trop pour certains l'« ancien régime ». En fonction des ministres de l'Éducation nationale, les rapports entretenus avec les représentants étudiants varièrent : « Bons avec Georges Ripert, ils devinrent tendus avec Jacques Chevalier qui, la veille de son départ du ministère, adressa aux recteurs une circulaire leur disant de procéder à la transformation des AG et à la nomination de nouveaux dirigeants. Redevenus bons avec Jérôme Carcopino, ils se dégradèrent très rapidement avec la nomination d'Abel Bonnard en avril 1942<sup>26</sup>. » En dépit d'une pénétration assez forte

22. Cité par P. Giolitto, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, op. cit., pp. 408-409.

23. *Ibid.*, pp. 410-411.

24. Edgar Morin, *Autocritique*, Paris, Seuil (Points Essais), 1959, rééd. 1970, p. 30.

25. BDIC, 4° delta 1159/1, Activités UNEF 1939-1945 : circulaire de Jean David au AG (5 août 1940).

26. Stéphane Merceron, « L'UNEF des années noires », in *Les Cahiers du GERME*, n° 1, mars 1996, p. 10.

dans de nombreuses AG de l'esprit de la Révolution nationale, Vichy se méfia toujours de ces « petits parlementaires » de l'UNEF. Si le régime n'avait pas grand chose à craindre de l'organisation étudiante en tant que telle, il n'en était pas de même pour quelques uns de ses dirigeants qui avaient rejoint les rangs de la Résistance. À partir de 1943, ces derniers, souvent issus de la zone nord, contribuèrent à faire en sorte que l'UNEF se détache progressivement de Vichy. Sans être allé jusqu'à la collaboration, l'attitude maréchaliste de l'organisation étudiante, dictée par la nécessité de survivre, n'était pas très glorieuse. Elle justifiera, en partie, la nouvelle orientation de la Libération. Il est vrai que la « jeunesse des écoles » fut l'objet de toutes les sollicitudes du régime, qui rêvait de créer une « communauté des étudiants ».

### ***De la « communauté des étudiants », à la résistance***

La politique de Vichy à l'égard des étudiants est à replacer dans un projet plus général en direction des jeunes, qui vit notamment la mise en place des Chantiers de la jeunesse dirigés par le général La Porte du Theil. La Révolution nationale impliquait « d' enrôler, de discipliner, de modeler la jeunesse<sup>27</sup> ». Comment contrôler et endoctriner les étudiants, mieux qu'en les rassemblant sur des formes de campus avant la lettre ? Ils grouperaient les bâtiments d'enseignement et ceux consacrés à la résidence. Professeurs et étudiants vivraient ensemble une partie de l'année, dans une forme de retour aux origines mythiques de l'Université, vue comme la communauté des maîtres et des étudiants.

### **La tentative de « communauté » et le Service des étudiants**

Le gouvernement de Vichy sait trop que l'Université est un domaine sensible, où le rêve ne peut procéder que par étapes prudentes. La première de toutes, fut la création des « maisons d'étudiants », sorte de corporations fédérant les associations étudiantes existantes et destinées à s'insérer dans l'organisation corporative de la société et participant d'un projet culturel beaucoup plus vaste<sup>28</sup>. Mais cette « communauté », bien que disposant de l'appui de la JEC, qui se retrouve selon *Messages* à la rentrée 1942 « au premier plan des organismes étudiants<sup>29</sup> », est longue à se dessiner. Vichy décide alors de porter son effort sur les problèmes matériels des étudiants. L'Université de Paris s'étant faite particulièrement remarquer le 11 novembre 1940, c'est elle qui va bénéficier du premier *Service des étudiants* dont la mission est d'améliorer les conditions de vie des étudiants, tout en leur assurant une formation civique et morale dans l'optique de la Révolution nationale. Le *Service des étudiants*<sup>30</sup> gère des restau-

rants universitaires, répertorie les chambres disponibles pour les étudiants, puisque la Cité universitaire est réquisitionnée par les Allemands, répartit les fonds alloués pour le Secours national, et surtout offre aux étudiants des activités sportives et culturelles.

L'aide apportée au milieu, va aussi en direction des étudiants prisonniers. Dès 1940, est créé le Centre d'entraide aux étudiants prisonniers, dont le siège est place Saint-Michel à Paris, dans les locaux de l'UNEF. Colis de linge, de vivres, de tabac sont ainsi régulièrement envoyés dans les différents camps de prisonniers. Mais la principale activité du centre consiste en l'envoi de livres, afin que les étudiants prisonniers puissent poursuivre leurs études. Pierre Giolitto note qu'en « août 1943, ce sont 509 437 livres qui prennent le chemin de l'Allemagne, en vue de constituer un fond de bibliothèque d'études et de culture générale dans chacun des 108 camps de prisonniers français<sup>31</sup> ».

« Universités de captivité », « centres d'études » viennent dès lors rompre la monotonie du stalag ou de l'oflag. Voulus par Vichy, ils ont pour vocation de ne pas trop couper l'étudiant prisonnier de son milieu d'origine. Mais à la lecture des sujets des conférences qui y sont organisées (« Le Maréchal parmi son peuple », « Ce que le Maréchal a fait pour ses prisonniers », etc.), nous comprenons aussi que ces « centres d'études » sont autant de relais de la Révolution nationale dans les camps de prisonniers. Ne faut-il pas qu'à leur retour dans une France « régénérée » par Vichy, les étudiants libérés puissent rapidement retrouver leur place ?

### **Vichy ne séduit pas les étudiants**

Malgré tous ses efforts, Vichy n'est pas en mesure de donner réellement corps à son rêve de « communauté étudiante ». Les autorités d'occupation voient d'un mauvais œil la constitution d'un vaste mouvement de jeunes sous le contrôle du gouvernement<sup>32</sup> et les étudiants répugnent à s'engager au service du Maréchal. La politique de collaboration avec l'Allemagne leur déplaît. Ainsi, dès 1942, la plupart des « maisons d'étudiants » voient leur vocation première détournée par ceux-là même à qui elles s'adressent. Le gouvernement de Vichy n'avait, semble-t-il, pas bien mesuré la profondeur du rejet dont il était victime dans l'opinion étudiante, ni la nature réelle du patriotisme de ce milieu. Les étudiants ne faisaient pas les « ballots » en manifestant sur les Champs-Élysées<sup>33</sup>. Ils exprimaient déjà avec force des convictions qui allèrent en se renforçant au fil des années de l'Occupation. Dans ce contexte, le rassemblement des étudiants, voulu par Vichy dans le but de mieux les contrôler, était assurément un mauvais calcul. Les chambres des « maisons d'étudiants » pouvaient servir de refuges pour préparer des opérations résistantes, comme la diffusion de tracts la nuit dans les boîtes aux lettres, l'écriture à la peinture sur les murs de slogan contre Vichy ou les Allemands.

27. J.-P. Azéma, *De Munich à la Libération...*, op. cit., p. 94.

28. Voir sur ce sujet : C. Faure, *Le projet culturel de Vichy*, Lyon, PUL, 1989.

29. Alain-René Michel, *La JEC (1938-1944) face au nazisme et à Vichy*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1988, pp. 168-169.

30. Il est en fait calqué sur le Comité supérieur des œuvres universitaires et scolaires mis en place en 1936.

31. P. Giolitto, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, op. cit., p. 385.

32. S. Merceron, « L'UNEF des années noires », art. cit., p. 12.

33. *Ibid.*, p. 383. Georges Lamirand convoqua le commandant Guillaume de Tourmemire et lui tint ce propos : « Les étudiants font des bêtises à Paris. Certains viennent crier leurs sentiments gaullistes. Ils se sont fait matraquer aux Champs-Élysées par les Allemands, il y a trois jours. Il faut s'occuper d'eux. Éviter qu'ils ne fassent les ballots. »

C'est dans l'une d'elle, à Lyon, où il rejoint J.-F. Rolland après l'occupation de la zone sud, qu'Edgar Morin achevait de se convaincre que la résistance était désormais la seule solution envisageable : « À la Maison des étudiants, je fis chambre commune avec Rolland. Victor occupait la chambre d'en face. Rolland m'expliqua la "conception synthétique de la vie" : fraterniser avec le prolétariat de Villeurbanne et flirter avec les jeunes bourgeoises en fleurs, lire Rimbaud et se livrer aux recherches marxistes les plus austères, passer de la lutte clandestine à la surprise-partie, circuler des sphères philosophiques au bas-fonds de la prostitution, arracher la plus-value aux épiciers en leur dérobant œufs et saucissons, galvaniser la jeunesse étudiante, tout ceci devant s'achever dans l'apothéose FTP <sup>34</sup>. »

Le Centre d'entraide aux étudiants, installé au 5, place Saint-Michel, au cœur du Quartier Latin, abrita très vite, comme nous l'avons déjà évoqué, un véritable réseau de résistants qui s'était donné comme mission de défendre l'Université et la culture française. Au grand jour, on participait à la Révolution nationale, mais dans l'ombre, on condamnait la collaboration. *Maintenir* fit beaucoup, dans les premiers mois de l'Occupation, pour mobiliser les étudiants. Anne Simonin, dans sa thèse sur *Les Éditions de Minuit*, peut ainsi remarquer le rôle actif joué par les étudiants recrutés au Centre d'entraide dans la diffusion des ouvrages de la maison clandestine. Il est vrai que l'un des fondateurs des *Éditions de Minuit* n'était autre que Pierre de Lescure, père du dirigeant étudiant François de Lescure et ami de Claude Bellanger <sup>35</sup> ! En définitive, partout où la jeunesse étudiante était réunie, s'organisaient de manière plus ou moins efficace des formes de résistance.

Le sanatorium de Saint-Hilaire-du-Touvet (près de Grenoble) devint lui aussi une pépinière de résistants. Madeleine Riffaud, qui s'y fit soigner quelques mois, se souvient qu'à son arrivée, « dans un secret total, pas moins de trois réseaux y étaient représentés <sup>36</sup>. » Le docteur Douady, qui dirigeait à l'époque le sanatorium de la Fondation, était parfaitement au courant de ces agissements « clandestins ». Il n'hésitait d'ailleurs pas, ainsi que ses adjoints, à y prêter la main. Saint-Hilaire était devenu une forme de plaque tournante de la résistance locale : « Des juifs et des clandestins étaient abrités, des armes étaient cachées et une imprimerie clandestine fonctionnait au sous-sol... <sup>37</sup> » Il est évident que la structure même du sanatorium et les conditions de la cure étaient propices à ce type d'activités. L'étudiant malade ne vit pas réellement coupé du monde. Il peut poursuivre ses études, tout en bénéficiant de temps consacré à la réflexion et à l'échange. Plus qu'ailleurs peut-être, face à la beauté de ces cimes, mais confronté à une maladie souvent mortelle, l'étudiant avait conscience de la situation tragique à laquelle était réduite le pays. S'il ne prenait pas toujours les armes, il lisait beaucoup et écrivait quelquefois. C'est vers la poésie qu'allait souvent sa préférence, pour des raisons

que Madeleine Riffaud résume ainsi : « Par sa volonté clairement affichée d'encadrer la culture dans les barrières de sa folle idéologie, par sa haine des intellectuels à la pensée libre, le nazisme rendait ses opposants d'autant plus attachés à la création poétique, à la parole subjective comme au chant collectif d'une communauté se soudant contre l'agresseur. Ainsi faisait-il beaucoup, malgré lui, pour renforcer l'identité culturelle nationale et, pour ces jeunes gens, écrire un poème c'était faire acte d'individualité et de liberté, donc de résistance. En gardant le feu de la parole vive, ils préservaient les chances de l'avenir. Tous les poètes ne prirent pas les armes, ainsi qu'allait le faire Rainer [Madeleine Riffaud], mais le grand vent poétique qui souffla sur la France occupée, avec des poèmes qu'on s'échangeait comme des mots de passe, lia, mieux que bien des discours, ceux qui se battaient les armes à la main et ceux qui, moins activement engagés, les soutenaient quelquefois plus que moralement et résistaient au bourrage de crâne bien organisé par les nazis et leurs séides <sup>38</sup>. » À Saint-Hilaire, on lit tout ce qui parvient : Aragon, Éluard, Desnos, Char, mais aussi Lorca. On se procure des revues, plus ou moins clandestines, qui circulent en zone sud. La revue de Pierre Seghers, *Poésie 40*, puis *41*, *42*, etc., qui publie les textes des meilleurs poètes de l'époque (Aragon, Éluard, Pierre Emmanuel, René Daumal, Loys Masson, Alain Borne...), est fort appréciée des étudiants malades.

### La liberté de l'esprit contre l'asservissement

Partout où une forme de liberté de l'esprit a pu être préservée dans le cadre d'une structure communautaire, souvent voulue et encouragée par Vichy, le groupe en question entre en opposition plus ou moins larvée avec le régime. La propagande vichyssoise fut donc loin d'être aussi efficace qu'on pourrait le penser et la « communauté des étudiants » constitua, en maintes occasions, le plus court chemin vers une résistance étudiante. Pour une majorité de jeunes, la défaite ne peut être un fait acquis. Du moins s'en persuadent-ils dans les structures mêmes mises en place par le régime à leur intention. Sans hostilité fondamentale au maréchal Pétain, ils savent intuitivement que l'avenir n'est pas à Vichy. Comment pourraient-ils comprendre et accepter, comme leur demande le maréchal Pétain, la « dure loi » qui leur est faite ? La faim, le froid, bien souvent la tuberculose, ainsi que l'uniforme allemand, ne peuvent à leurs yeux constituer la « bienfaitante » preuve décrite par le régime, qui régénérerait la France. Une enquête, effectuée probablement avant 1943 par le Secrétariat général à la Jeunesse, indique que 56,05 % des jeunes ne sont pas prêts à participer à une action politique directement liée à la Révolution nationale. D'ailleurs, lorsqu'on leur demande les mouvements de jeunesse qu'ils apprécient le plus, les Scouts de France arrivent en tête suivis des mouvements d'Action catholique,

34. E. Morin, *Autocritique*, op. cit., pp. 43-44.

35. M. Riffaud, *On l'appela Rainer*, op. cit., p. 46 et Anne Simonin, *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Le devoir d'insoumission*, Paris, Imec, 1994, p. 135.

36. M. Riffaud, *On l'appela Rainer*, op. cit., p. 29.

37. *Ibid.*

38. *Ibid.*, pp. 30-31.



alors que les groupuscules collaborationnistes figurent en toute dernière position<sup>39</sup>. La cause est entendue, le régime, malgré tous ses efforts, ne pouvait guère trouver de soutien parmi sa jeunesse, et à plus forte raison parmi les étudiants, surtout à partir de 1942-1943 quand la situation internationale sous l'effet des victoires des Alliés évolue et que Vichy apparaît de plus en plus lié aux Allemands. Mais cela pouvait-il suffire à orienter encore plus massivement cette jeunesse étudiante vers la Résistance ? Le Service du travail obligatoire fit le reste.

### Le STO grossit les effectifs de la Résistance

La collaboration avec l'occupant est largement rejetée par la très grande majorité des étudiants français. Il est néanmoins difficile de mesurer précisément le degré de résistance des universités françaises entre 1940 et 1944, la clandestinité de ces activités ne se prêtant guère à ce type d'examen. Nous en sommes souvent réduits aux témoignages oraux ou écrits des acteurs, pour essayer d'appréhender l'état d'esprit qui régnait dans le milieu étudiant.

Était-il d'ailleurs le même en fonction des appartenances idéologiques ? Les universités de la zone sud (non occupée jusqu'à la fin 1942) ont sûrement été, à l'image de celles de Grenoble, de Lyon, de Toulouse, ou de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand, des pépinières de résistants<sup>40</sup>. Mais si, dans un premier temps, il est plus facile de s'organiser en zone sud, les étudiants de la zone nord n'ont pas été de reste. C'est à Paris que se créent les premiers réseaux, malgré la présence allemande. C'est encore à Paris, compte tenu de l'importance des effectifs universitaires (près de 50 % des étudiants de France), que le nombre des résistants étudiants fut le plus fort tout au long du conflit.

René Rémond se souvient de ces années passées à l'École normale à partir d'octobre 1942, et décrit ainsi l'état d'esprit qui régnait à la rue d'Ulm : « ... la communauté des normaliens était profondément unie, intellectuellement et politiquement. L'École, presque unanime, était résistante, à l'exception de quelques élèves que les autres tenaient à l'écart. La très grande liberté qui est la règle de vie, à la rue d'Ulm, s'associait à une étroite communauté dans le refus : refus de l'acceptation de la défaite, refus de la législation antisémite, refus de l'occupation étrangère. Cet état d'esprit a conduit beaucoup d'entre nous à une participation active à la Résistance et plusieurs de mes amis ou de mes camarades proches, à l'arrestation, à la déportation<sup>41</sup>. » C'est effectivement cet état d'esprit, plus anti-allemand et anti-vichyste que résistant, qui pousse les normaliens à se sentir, assez vite, en sympathie avec les Alliés qui poursuivaient la guerre, mais aussi avec cette part de la France, qui avait élu domicile à Londres, et qui incarnait l'espoir d'une libération prochaine. Cependant, comme



le fait toujours remarquer René Rémond, ce fut l'établissement du Service du travail obligatoire qui motiva le plus grand nombre à franchir le pas : « Mes camarades plus jeunes que moi et qui n'avaient pas eu leurs études interrompues se sont brusquement trouvés menacés, par l'institution du STO, d'être envoyés en Allemagne. Cette circonstance a beaucoup contribué à les jeter dans la Résistance active. Comme, pour presque tous, il n'était pas question de se soumettre, il leur fallait disparaître dans la clandestinité<sup>42</sup>. »

Depuis juin 1941, le front de l'Est dévore les soldats allemands. Aussi l'Allemagne, pour faire tourner ses usines, doit-elle faire appel à la main-d'œuvre étrangère. Laval inaugure en France, au mois de juin 1942, le principe de la relève qui est un appel pressant aux volontaires français pour aller travailler outre-Rhin mettant en avant le fait qu'un prisonnier français est libéré à chaque fois qu'un ouvrier qualifié français (puis trois) arrive en Allemagne. Le système fonctionne assez mal, les volontaires ne se bousculent pas et peu de prisonniers sont libérés. La relève est donc largement une fiction. Les autorités allemandes souhaitent un système plus contraignant qui devrait, par la même occasion, fournir beaucoup plus d'hommes. Laval est obligé de s'incliner et le 17 février naît le STO. À destination des classes 41, 42 et 43, il touche donc de nombreux étudiants et débute pour eux, du fait d'une mesure de sursis pour passer les examens de l'année 1943, seulement à la rentrée universitaire d'octobre. Le Service du travail obligatoire des étudiants se déroule (comme pour les autres d'ailleurs) sur deux ans. Quelques étudiants, exemptés

Au même titre que le 11 novembre 1918, le 11 novembre 1940 est devenu dans ce tract de 1943 un événement à commémorer (coll. BDIC).

39. AN 4436, Enquête sur l'état d'esprit de la jeunesse en zone libre, s. d.

40. À ce sujet, l'organisation de résistance implantée dans l'université de Strasbourg fut donnée pour de l'argent par G. Mathieu en novembre 1943. Voir J.-P. Azéma, *op. cit.*, p. 171.

41. A. Savard interroge R. Rémond, *op. cit.*, p. 37.

42. *Ibid.*, p. 43.

du départ en Allemagne pour diverses raisons (majoritairement des soutiens de famille), effectuent une forme de service civique en France. Ils sont ainsi employés dans les hôpitaux, les administrations, les écoles...

Les autorités de Vichy ne sont pas dupes des conséquences que peut avoir auprès des étudiants une telle mesure. Aussi s'efforcent-elles de les convaincre de l'accepter, en faisant jouer la corde de la raison. Dans une déclaration à la presse du 18 février 1943, le ministre de l'Éducation nationale Abel Bonnard explique qu'il n'aurait pas été « *convenable* » que les étudiants soient exemptés de « *l'effort* » demandé aux autres jeunes de la société française<sup>43</sup>. Pierre Brunereau, responsable de la propagande universitaire, estime que les étudiants doivent obéir et partir par « *devoir de fraternité* » et souligne encore que « *si vous ne partez pas, des ouvriers partiront à votre place*<sup>44</sup> ». La hiérarchie catholique, à l'exception de l'archevêque de Toulouse, M<sup>gr</sup> Saliège, fait chorus avec les autorités politiques pour convaincre les étudiants de se soumettre au STO. Mais les arguments d'un gouvernement, qui a depuis longtemps perdu toute crédibilité dans l'opinion publique<sup>45</sup>, ne pèsent plus, comme en témoigne la réponse de certains étudiants parisiens dans une lettre ouverte au maréchal Pétain : « *Veillez croire, Monsieur le maréchal, que nous ne sommes ni des anarchistes ni des illuminés mais seulement des étudiants, c'est-à-dire des jeunes qui ont plus que tout autre le devoir de réfléchir, de juger et de penser avant d'agir. Notre attitude de résistance, à des ordres manifestement contraires à tous les droits les plus certains, est parfaitement conforme à la doctrine de nos grands juristes français [...], aussi bien qu'à la morale de ces maîtres qui jadis illustrèrent notre université parisienne.*

*Nous ferons tout pour échapper à l'enrôlement dans la machine de guerre allemande [...]. Il ne manque pas chez nous de forêts et de montagnes accueillantes, pour attendre l'heure prochaine où nous prendrons place dans l'armée française de la libération nationale. Quant à ceux qui seront contraints de partir, ils porteront en Allemagne une volonté farouche de travailler [...] à la destruction du potentiel de guerre, moral et matériel de notre implacable ennemi*<sup>46</sup>. » Cette attitude des « étudiants de Paris », à la mise en place du STO, n'est sûrement pas pour surprendre les autorités de Vichy. Elle n'implique pas obligatoirement que les étudiants qui refusent le STO, rejoignent immédiatement et systématiquement les rangs de la résistance. Pour cela, faut-il en avoir réellement la volonté et trouver le contact avec les réseaux. Beaucoup, tous comme les autres jeunes concernés, ne firent que se cacher pour échapper au départ en Allemagne, et ce n'est souvent qu'au bout de longs mois, que certains prirent les armes dans les différents maquis de France. Il était exceptionnel, comme cela se fit à l'École normale de la rue d'Ulm en juin ou juillet 1943, qu'un André Mandouze débarquât sous prétexte d'une conférence anodine devant le groupe Tala pour, dans la réalité, donner des indications précises et pratiques sur les itinéraires pour rejoindre des maquis<sup>47</sup>. En fait, les étudiants résistants s'illustrèrent plutôt dans le renseignement, la diffusion de tracts, la collaboration à des journaux clandestins. Ce n'était d'ailleurs pas sans risque, comme le fait remarquer René Rémond : « *Recueillir des informations, cela signifiait circuler aux abords d'installations militaires allemandes, d'aérodromes, repérer les avions, rassembler toutes sortes de renseignements, depuis l'activité des centrales électriques jusqu'à la circulation des camions, etc. Certaines de ces informations ont, je crois, rendu service et contribué à orienter des bombardements sur des installations allemandes. Dans ces activités, nombre de nos camarades ont été repérés, dénoncés, arrêtés, déportés*<sup>48</sup>. »

Cet engagement des étudiants dans la Résistance ne fut pas un simple combat contre l'occupant. Il reposait souvent sur des convictions profondes, qui se manifestaient dans le refus clair du fascisme et du nazisme au nom des valeurs républicaines. Ces dernières constituèrent, en dépit d'une intense propagande du régime de Vichy, un frein au pouvoir de séduction du vieux maréchal. Pour autant, il serait inexact de penser que la jeunesse des écoles étaient majoritairement et résolument résistante. Les étudiants, qui rejoignirent les différents maquis où qui s'investirent dans les réseaux de renseignements, ne demeurèrent jamais qu'une petite minorité des effectifs universitaires de cette France des années noires. En puisant à cette expérience hors du commun, ils n'en contribuèrent pas moins à orienter idéologiquement le milieu étudiant de l'après-guerre.

D. F.

43. Cité par P. Giolitto, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, op. cit., pp. 395-396.

44. *L'Écho des étudiants*, 12-26 juin 1943.

45. Voir sur ce sujet la remarquable étude de Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990.

46. AN F 17 133 81. Voir aussi E. Morin, *Autocritique*, op. cit., p. 47, qui parle d'un projet de lettre des étudiants de Lyon sur le modèle de la lettre des étudiants parisiens.

47. A. Savard interrogé..., op. cit., p. 44.

48. *Ibid.*, pp. 44-45.



À partir de diverses sources d'archives, notamment des collections de la BDIC, cette exposition propose un « travail de mémoire » sur les enseignants, étudiants, élèves et personnels administratifs dans l'académie de Paris sous l'Occupation, notamment celles et ceux qui ont résisté...